

Unité départementale du Haut-Rhin

Mulhouse le 19 janvier 2021

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12 janvier 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DCGM Bruetschy Dany

section 51 parcelle 0074
lieu dit Ruschfeld
68190 ENSISHEIM

Références : 14810_2022_01_12_DGCM_Bruetschy_Leve_MED

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2022 dans l'établissement DCGM Bruetschy Dany implanté section 51 parcelle 0074 lieu dit Ruschfeld à Ensisheim (68190). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). La visite fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 avril 2021, relatif à la visite d'inspecton du 16 février 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DCGM Bruetschy Dany
- section 51 parcelle 0074 lieu dit Ruschfeld 68190 ENSISHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0003014810
- Cessation d'activité

Le site pratique une activité illégale d'extraction de matériaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise en demeure du 12 avril 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
suite de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article article 1	/	
suite de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article article 2	/	
suite de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article article 3	/	
suite mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article article 4	/	
suite mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article article 5	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 12 avril 2021.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : suite de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12 avril 2021, article 1
Prescription contrôlée : [...] régulariser dans un délai de 6 mois, la situation administrative de son installation, par l'une des deux solutions ci-après énoncées : <ul style="list-style-type: none">• en déposant un dossier de cessation définitive d'activité, conforme aux dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement ;• en déposant une demande d'autorisation environnementale conforme aux dispositions des articles L. 181-1 à L. 181-12 du Code de l'Environnement.
Constats : L'exploitant a notifié aux services de l'Inspection, par courriel le 1er mars 2021, sa volonté de cesser l'activité d'extraction sur le site. En accord avec le propriétaire des terrains, il s'est engagé à remettre le site dans son état d'origine, c'est à dire en une surface cultivable. Le remblaiement de l'excavation a été réalisé avec les matériaux présents sur le site en respectant les strates du terrain environnant. L'exploitant a fait parvenir aux services de l'Inspection un plan d'ensemble reprenant ces éléments le 12 janvier 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : suite de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12 avril 2021, article 2
Prescription contrôlée : Sous une semaine, l'exploitant empêche par les moyens efficaces toute intrusion sur son site et signale le danger par des panneaux ;
Constats : L'exploitant a comblé l'excavation dans la semaine suivant la visite d'inspection, supprimant ainsi tout danger de chute. Le jour de la visite il n'a pas été constaté de dénivellation entre le site et les terrains limitrophes.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : suite de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12 avril 2021, article 3
Prescription contrôlée : Sous deux mois, l'exploitant fait pratiquer des sondages pour connaître la nature du remblaiement (sondage n°1) et la composition du sol hors du site (sondage n°2) en vue de prescrire la remise en état du site, voir annexe 1 ;
Constats : L'exploitant n'a pas fait effectuer les sondages demandés. Les photographies en sa possession, détaillent suffisamment la constitution du sous sol. Le remblaiement a été effectué avec les matériaux restant sur le site selon l'exploitant.
Observations : La documentation graphique en possession de l'exploitant et la connaissance du sol par le propriétaire du terrain, ne font pas de la réalisation des sondages une condition sine qua non pour la remise en état du site.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : suite mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12 avril 2021, article 4
Prescription contrôlée : Sous six mois, l'exploitant remet le site en état. Les différentes couches du sol excavées sont reconstituées à l'identique suivant le front d'excavation ;
Constats : L'exploitant a fait parvenir un plan de remise en état de l'excavation prenant en compte la pédologie de la zone d'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : suite mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12 avril 2021, article 5
Prescription contrôlée : l'exploitant transmet au préfet du Haut Rhin tous les justificatifs afférant aux articles 2 à 4 ;
Constats : L'exploitant a fait parvenir les documents prescrits au service de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite